

accorder les fruits de la terre et de les préserver pour notre usage, afin, que nous puissions en jouir en temps et lieu"; et ensuite—"Veuillez augmenter les fruits de la terre par Vos bénédictions célestes; et permettez que nous nous en servions pour Votre plus grande gloire, après les avoir reçus de Votre grande bonté"; et encore—"Nous Vous rendons d'humbles actions de grâces pour ces bontés particulières, Vous suppliant de continuer Votre charité envers nous; que notre terre nous rende ses fruits pour Votre plus grande gloire et pour notre confort."

Certes, le Dean était justifiable de se servir des termes les plus vigoureux contre ceux qui font semblant d'honorer Dieu et enlèvent ensuite de propos délibéré à Ses enfants l'occasion de jouir des fruits heureux que ces derniers ont demandés dans leurs prières; et ce, simplement parce qu'ils n'ont pas la sagesse de faire leurs projets pour les années d'abondance, et sont trop ignorants des méthodes commerciales pour faire autre chose que créer un blocus au trafic mondial.

Voilà ce que font les honorables membres vis-à-vis nous par cette mesure: ils opposent le blocus au trafic mondial. Ce bill cherche à conférer au Gouverneur en conseil le pouvoir de décider des importations et des exportations à sa guise. A Ottawa même, au cours de la dernière semaine, lorsque la Chambre discutait cette question, un autre éminent membre du clergé a dit la même chose. Il appartient à une autre confession; je veux parler du révérend Robert D. Whyte, autrefois ministre de l'Eglise Knox ici. J'ai ici le compte rendu d'un sermon qu'il fit le 22 mai, et j'y trouve ce qui suit:

Il est entièrement erroné et insensé que les Brésiliens brûlent leur café, que les Néo-Zélandais conduisent leurs moutons à la mer et que les gouvernements poussent les cultivateurs à laisser leurs terres incultes.

Voilà la condamnation la plus entière de mesures telles que celle qui est présentement devant nous.

M. COTNAM: Ce monsieur fait-il autorité?

Le très hon. MACKENZIE KING: Plus que mon honorable ami; il parle de façon désintéressée pour le bien public. Ce n'est pas le partisan d'un gouvernement et qui appuie une mesure proposée par son parti.

M. COTNAM: Pour qui parlez-vous? N'appuyez-vous pas un parti?

Le très hon. MACKENZIE KING: Et le révérend M. Whyte dit ensuite:

Nos hommes d'Etat ont l'air d'être dans un brouillard d'où ils ne peuvent se sortir," a-t-il continué. "Comment ces hommes peuvent-ils se présenter à l'église, le jour d'Actions de grâces, et comment peuvent-ils remercier Dieu de nous avoir accordé des récoltes?"... "On demande aux gens de se rendre aux bureaux de scrutin et de voter pour empêcher l'entrée chez nous des marchandises, et les hommes d'Etat se

réunissent pour mettre des limites à la production. Il doit y avoir une réponse à ces incongruités absurdes, et pourtant, l'an dernier, on a accueilli comme une bénédiction un fléau de sauterelles, au lieu de le regretter comme une catastrophe".

Voilà la sorte de choses à laquelle s'oppose le peuple dans tout le pays. J'ose dire que nous n'avons jamais, avant cette année, entendu au Parlement un ministre de la couronne plaider en faveur d'une limite à la production. Cette politique a été insinuée graduellement, et nous en sommes au point où le Gouvernement demande le droit de faire à sa guise quant à la restriction des importations et des exportations. J'affirme que ce pouvoir appartient au Parlement seulement. Je crois de plus que c'est un pouvoir auquel le Gouverneur en conseil n'a aucun droit. La constitution du pays donne au seul Parlement l'autorité sur le commerce. Elle ne déclare pas qu'un corps subordonné à ce Parlement soit placé dans une position supérieure à lui. Cette mesure a la faiblesse d'accorder à un corps subordonné, à de petits bureaux locaux d'abord, ensuite à des bureaux provinciaux et à celui que constituera le Gouverneur en conseil, elle accorde, dis-je, à tous ces corps subordonnés, des pouvoirs législatifs supérieurs à ceux que se réserve le Parlement même. Tout cela est irrégulier. C'est absolument contraire à la souveraineté du Parlement et à la règle du droit, et l'on ne devrait pas le tolérer un seul instant.

M. TURNBULL: Il y a une chose certaine, c'est que le révérend ecclésiastique d'Hamilton, quoi qu'il ait dit, n'a pas parodié le Prayer Book. Le très honorable chef de l'opposition, en citant le Dean à l'appui de ses propres actes, exagère un peu. Quant au révérend pasteur d'Ottawa, il n'y a aucun doute qu'il n'ait été induit en erreur par l'un des discours de mon très honorable ami. Ayant pris toute la soirée pour lire ce discours, il n'a pas eu le temps de voir l'autre côté de la médaille; aussi, s'est-il mis dans l'embarras.

Le très honorable chef de l'opposition prétend que notre politique encouragera la rareté des produits. Il a dit qu'aucun ministre libéral n'avait jamais préconisé au Parlement le principe de la restriction ou de la diminution de la production. Je me demande si l'honorable Charles Dunning parlait au nom du ministère, lorsqu'il a dit ce que je vais citer. La déclaration dont je veux parler fut rapportée dans le *Regina Leader* du 13 juin 1930, dans la première page de la deuxième section du journal. M. Dunning s'adressait alors au Women's Club de Régina, réuni chez un des